



## **Interview de Christian Noyer, Gouverneur de la Banque de France**

France Info – 2 février 2015

**JEAN LEYMARIE**

Bonsoir Christian NOYER.

**CHRISTIAN NOYER**

Bonsoir !

**JEAN LEYMARIE**

La France a prêté directement 11 milliards d'euros à la Grèce mais indirectement elle est engagée beaucoup plus, jusqu'à 42 milliards. Est-ce que la France doit effacer une partie de l'ardoise ?

**CHRISTIAN NOYER**

Ma réponse est non, mais je vais expliquer pourquoi. La Grèce a connu il y a quelques années une crise terrible parce qu'elle avait une économie totalement déséquilibrée, un budget totalement déséquilibré, une balance des paiements totalement déséquilibrée. Et quand le doute s'est installé, les financements se sont taris, les taux d'intérêt se sont envolés, l'économie s'est effondrée. Face à cela, il y a eu beaucoup de mesures de prises mais, pour simplifier, la solidarité européenne a joué et les pays de la zone euro ont directement ou indirectement à travers un fonds européen de stabilité prêté 240 milliards à la Grèce dont effectivement 42 milliards pour la France 60 milliards pour l'Allemagne. L'Italie, l'Espagne, tout le monde a prêté. Cet argent, c'est une aide qui a été fournie à la Grèce sous forme de prêts pour l'aider à remettre en selle son économie, avec un programme économique qui l'a accompagnée et qui commence à marcher d'ailleurs puisque la croissance est revenue en Grèce. Et donc voilà, je crois que ce qu'il faut, c'est regarder quelles sont les conditions d'accélération de la croissance en Grèce. Cela, c'est une discussion à avoir entre les gouvernements de la zone euro et la Grèce.

**JEAN LEYMARIE**

On va regarder cela, Christian NOYER mais franchement quand vous voyez ces montants vertigineux, plus de 320 milliards au total de dettes, est-ce que vous pensez vraiment qu'un jour, les Grecs vont tout rembourser ? Est-ce que ce ne serait pas plus simple de dire : allez, on en abandonne une partie ?

**CHRISTIAN NOYER**

Pour juger du poids de la dette, il faut regarder à quelle vitesse un pays peut croître, quelle est sa force de croissance et quelle est la charge d'intérêt qui pèse sur le pays. En fait, la charge est très faible parce que les pays européens ont déjà

consenti des taux très bas, ils ont donné des différés de remboursement pendant une dizaine d'années ; donc en réalité, la charge réelle est faible par rapport à ce montant d'aides. Peut-être des aménagements complémentaires sont-ils possibles d'ailleurs.

**JEAN LEYMARIE**

Mais vous parlez d'aménagements mais on a aujourd'hui une Grèce qui est par terre avec des Grecs qui sont de plus en plus pauvres, tous les reportages le montrent. Est-ce qu'il ne faut pas complètement changer de méthode ?

**CHRISTIAN NOYER**

Écoutez, on aurait pu laisser la Grèce se débrouiller toute seule. Elle aurait pu mais l'économie se serait effondrée, il n'y aurait pas eu ...

**JEAN LEYMARIE**

Mais elle s'est effondrée ?!

**CHRISTIAN NOYER**

Non, l'économie est repartie. Il y avait un ajustement qui était nécessaire. La Grèce vivait dans un état qui était totalement artificiel avec des crédits qui lui étaient faits par le marché. Donc tous les prêteurs qui lui avaient fait des crédits avant, qui avaient acheté ces obligations, ont consenti à une réduction de dettes très importante puisqu'ils ont abandonné 70% de cette dette. Donc les prêts qui ont été faits sont des prêts nouveaux. Alors, est-ce qu'on aurait dû ne pas les faire ? Là, on n'aurait pas fait redémarrer l'économie mais il y avait forcément des ajustements à faire, les salaires avaient augmenté trop par rapport à la compétitivité de la Grèce, c'est-à-dire ...

**JEAN LEYMARIE**

Mais ils se sont effondrés, les salaires, en Grèce ces derniers temps ...

**CHRISTIAN NOYER**

Oui justement ...

**JEAN LEYMARIE**

Les Grecs s'appauvrissent, Christian NOYER ?

**CHRISTIAN NOYER**

Oui mais avec des salaires plus bas, l'embauche a pu recommencer et donc le taux de chômage a commencé à diminuer. C'est trop lent. La croissance est encore trop lente mais l'économie a redémarré, elle a été re-solvabilisée. Et si on n'avait pas fait cela, eh bien, il n'y avait pas de possibilité de redémarrage de la croissance et la Grèce aurait fini dans un chaos total.

**JEAN LEYMARIE**

Même Barack OBAMA vole aujourd'hui au secours du nouveau gouvernement grec. Voilà ce qu'il a déclaré il y a quelques heures, le président américain : on ne peut pas continuer à pressurer des pays qui sont en pleine dépression !

**CHRISTIAN NOYER**

La Grèce n'est pas en dépression, elle est en croissance, et la Grèce doit, peut certainement améliorer son programme de redressement. Les choix particuliers qui ont été faits ont été faits largement par les anciens gouvernements. Le nouveau

gouvernement peut avoir de meilleures idées sur un certain nombre de points : la répartition de l'effort fiscal par exemple peut être fait différemment, on sait qu'il y a des progrès à faire. Tous les partenaires de la Grèce ont toujours dit que le recouvrement de l'impôt auprès des catégories les plus aisées de la population n'était pas bien fait en Grèce et que c'était une des raisons pour lesquelles il n'y avait pas assez de recettes. Donc on voit bien qu'il y a des améliorations possibles. Et naturellement il faut favoriser l'investissement, comme partout en Europe. C'est l'objet du Plan Juncker que je trouve excellent. Il faut du carburant à côté des réformes structurelles mais pour autant, on ne peut pas faire vivre une économie artificiellement. D'ailleurs, il est clair que si les États-Unis ont une croissance forte, c'est parce que l'économie est suffisamment flexible pour que les entreprises se développent.

**JEAN LEYMARIE**

Mais que l'on comprenne bien, pour vous, Christian NOYER, les créanciers de la Grèce, les Européens pour commencer par les Européens ne doivent rien changer et garder la même politique ? Pas d'aménagement, pas d'allègement, pas de restructuration de cette dette ?

**CHRISTIAN NOYER**

La question est de savoir si on veut demander aux Français, aux Allemands, aux Espagnols, aux Italiens de payer des impôts pour éviter à la Grèce de rembourser une partie de sa dette. Ça, c'est une question qui intéresse les gouvernements et les parlements, ce n'est pas une question pour moi. Moi, ce que je dis simplement, c'est que la voie de sortie pour la Grèce, c'est une accélération de sa croissance qui passe par la poursuite des bonnes réformes et la poursuite d'une politique économique de qualité.

**JEAN LEYMARIE**

Mais sur la dette, vous dites : on ne change rien ?

**CHRISTIAN NOYER**

Sur la dette, franchement, là aussi, c'est une question qui intéresse les parlements et les gouvernements. Mais je pense que si la Grèce peut retrouver, comme il serait naturel, un taux de croissance fort parce qu'elle a des capacités de croître très vite, elle a une main d'œuvre qui est insuffisamment employée, elle a une capacité de faire redescendre son niveau de dette assez rapidement. Entre l'année dernière et cette année, il y a eu 10 points de baisse par rapport au PIB. Donc ça peut aller assez vite s'il y a avec une dette qui porte très, très peu d'intérêt, donc je pense que c'est tout à fait faisable. Encore une fois, c'est une décision à prendre par les gouvernements et les parlements.

**JEAN LEYMARIE**

Christian NOYER, vous avez mentionné la Banque centrale européenne qui lance un grand plan. On en a beaucoup parlé : injection massive, plus de 1 100 milliards d'euros. Vous allez être en première ligne sur ce plan, les banques nationales. Ça commence le mois prochain. D'un mot, est-ce que vous êtes prêt, Christian NOYER ?

**CHRISTIAN NOYER**

Oui, on est tout à fait prêt, on pourrait commencer en réalité à tout moment. Simplement, il faut qu'on définisse exactement au niveau du conseil des gouverneurs de la BCE les types de titres, la façon dont on opérera exactement sur le marché. Je rappelle qu'on est déjà en train d'acheter des dettes privées puisque l'on avait décidé de commencer par des dettes privées, donc une partie des 60 milliards mensuels que l'on fera sur la zone euro, on est déjà en train de les faire et nous sommes prêts en ce qui concerne les dettes publiques à commencer à tout moment.

**JEAN LEYMARIE**

Merci Christian NOYER, le gouverneur de la Banque de France, invité de « l'interview éco ».